

# Atlas régional de la culture

2017



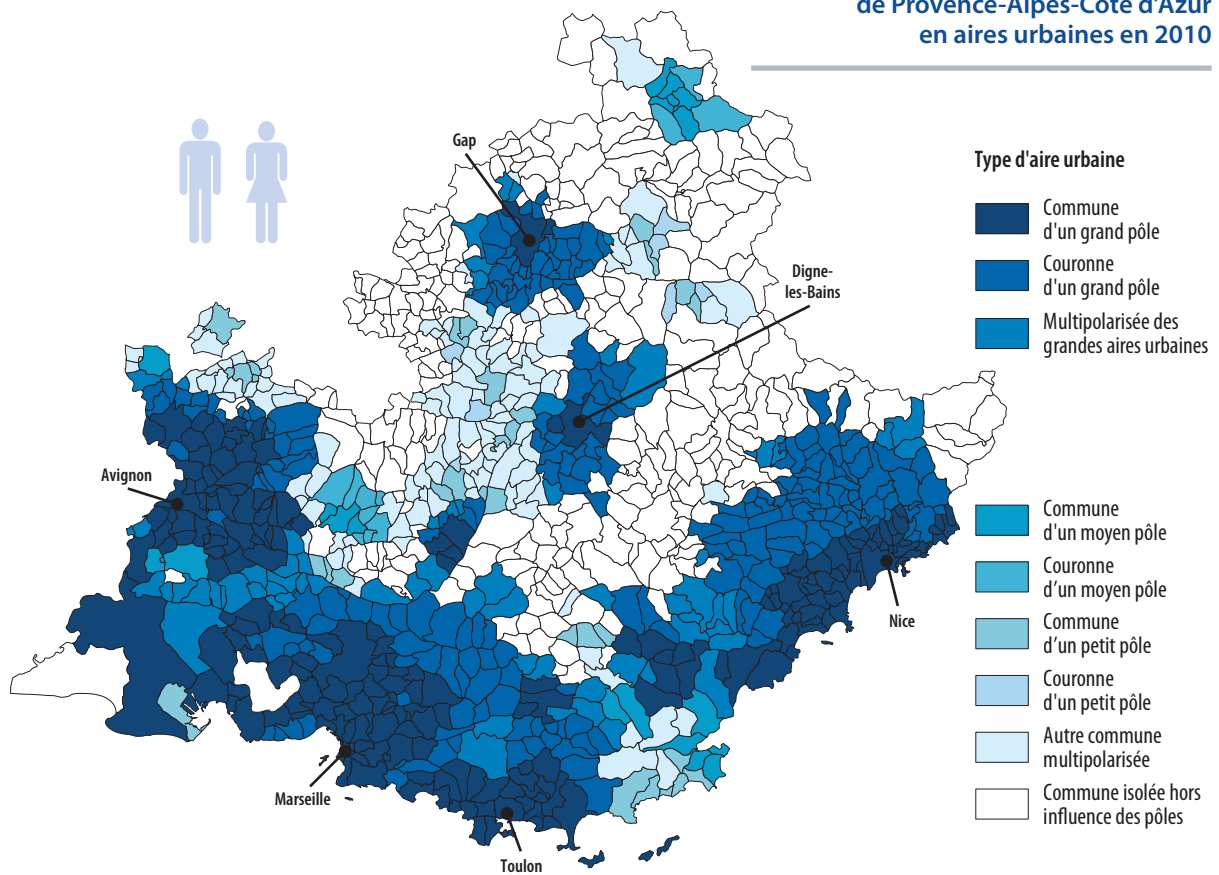
Ministère de la Culture  
et de la Communication  
Département des études,  
de la prospective  
et des statistiques



# Provence-Alpes-Côte d'Azur

## ■ Cadrage

Répartition de la population de Provence-Alpes-Côte d'Azur en aires urbaines en 2010





## Principaux repères de Provence-Alpes-Côte d'Azur

Unités et %

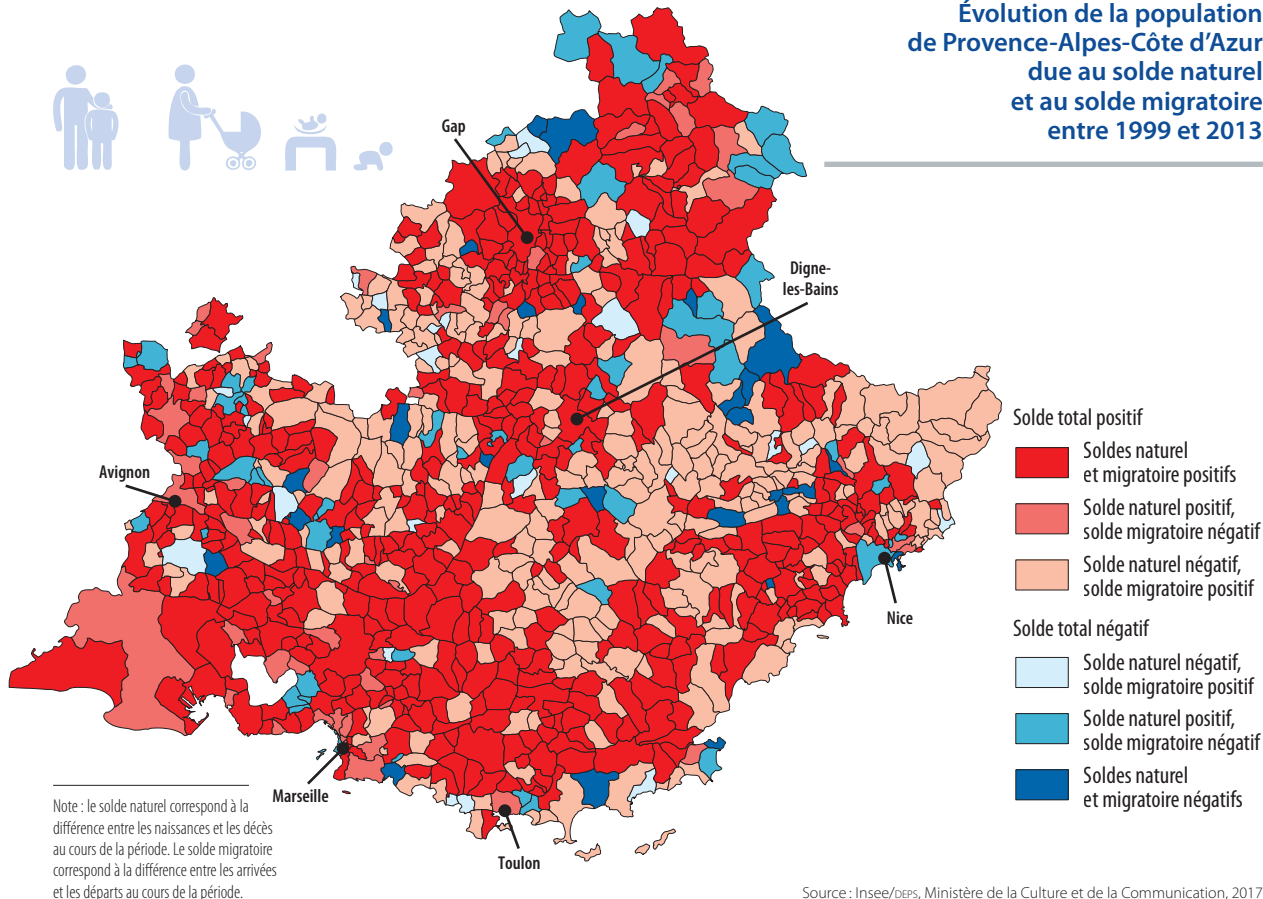
	Provence-Alpes-Côte d'Azur	France entière
<b>Démographie</b>		
<b>Population 2015 (milliers)</b>	4 989	66 381
Part de la population nationale (%)	7,5	
<b>Évolution 2007-2012* (%)</b>	+ 0,3	+ 0,5
Due au solde naturel (%)	+ 0,3	+ 0,4
Due au solde apparent entrées/sorties (%)	+ 0,0	+ 0,1
<b>Population par tranche d'âge (2015) (%)</b>		
0-24 ans	28,3	30,4
25-59 ans	44,0	45,1
60 ans et plus	27,7	24,5
<b>Effectifs scolaires et universitaires (2014-2015) (milliers)</b>		
Premier degré	486	6 789
Part des effectifs (%)	46,2	46,0
Second degré	405	5 497
Part des effectifs (%)	38,5	37,3
Supérieur	162	2 471
Part des effectifs (%)	15,4	16,7
<b>Étrangers (2013)** (unités)</b>		
327 621		3 965 566
Part de la population (%)	6,6	6,0
<b>Immigrés (2013)** (unités)</b>		
505 785		5 719 761
Part de la population (%)	10,1	8,6
<b>Géographie</b>		
<b>Densité (habitants/km<sup>2</sup>)</b>	159	105
<b>Superficie (km<sup>2</sup>)</b>	31400	633 112
Part de la superficie nationale (%)	5,0	
<b>Nombre de communes (2015)</b>	958	36 664
Part du nombre de communes (%)	2,6	
<b>Nombre de départements</b>	6	101
<b>Économie</b>		
<b>PIB (2013)</b>		
En millions d'euros	152 130	2 116 565
Part du PIB national (%)	7,2	
En euros par habitant	30 688	32 126
<b>Population active (15 à 64 ans) (2013)</b>	2 195 942	30 585 117
Part de la population active nationale (%)	7,2	
<b>Taux de chômage localisé (1<sup>er</sup> trimestre 2016) (%)</b>	11,4	9,9
<b>Niveau de vie</b>		
Revenu disponible médian par unité de consommation (2012) (euros)	19 406	19 786
<b>Fréquentation touristique</b>		
Nombre de nuitées en hôtels de tourisme et campings (2014) (milliers)	36 928	311 637
Part des nuitées nationales (%)	11,8	
Dont résidents étrangers (milliers)	14 931	110 165
Part des nuitées nationales (%)	13,6	
Part des nuitées des résidents étrangers dans le total des nuitées (%)	40,4	35,4

\* Évolution annuelle moyenne.

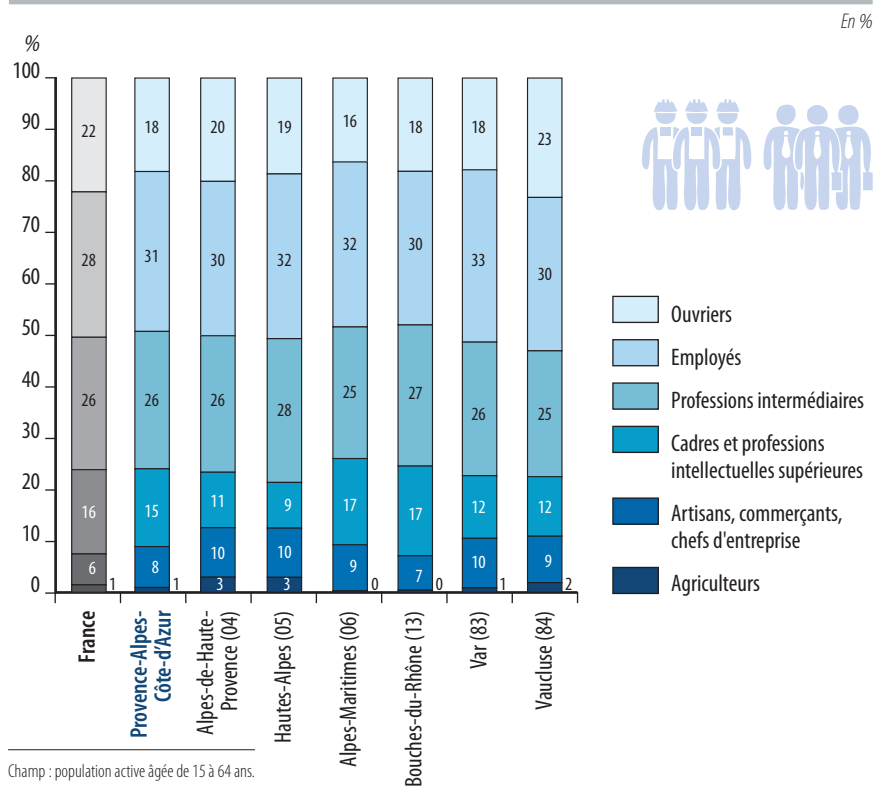
\*\* France métropolitaine uniquement.

Source : Insee/bEPS, Ministère de la Culture et de la Communication, 2017

### Évolution de la population de Provence-Alpes-Côte d'Azur due au solde naturel et au solde migratoire entre 1999 et 2013



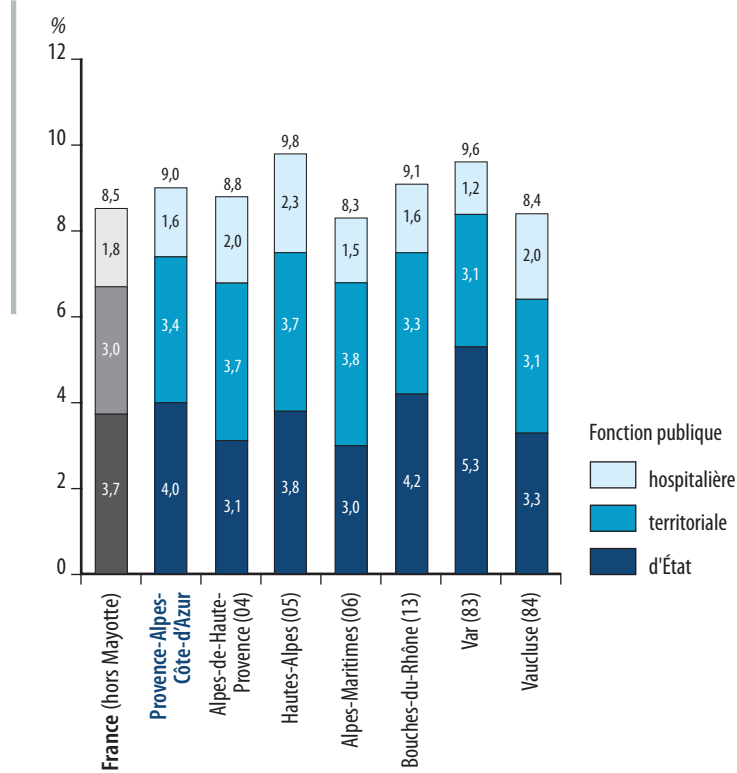
### Répartition de la population de Provence-Alpes-Côte d'Azur selon la catégorie socioprofessionnelle en 2012





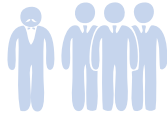
## Part des effectifs de la fonction publique de Provence-Alpes-Côte d'Azur dans la population par département en 2014

En %

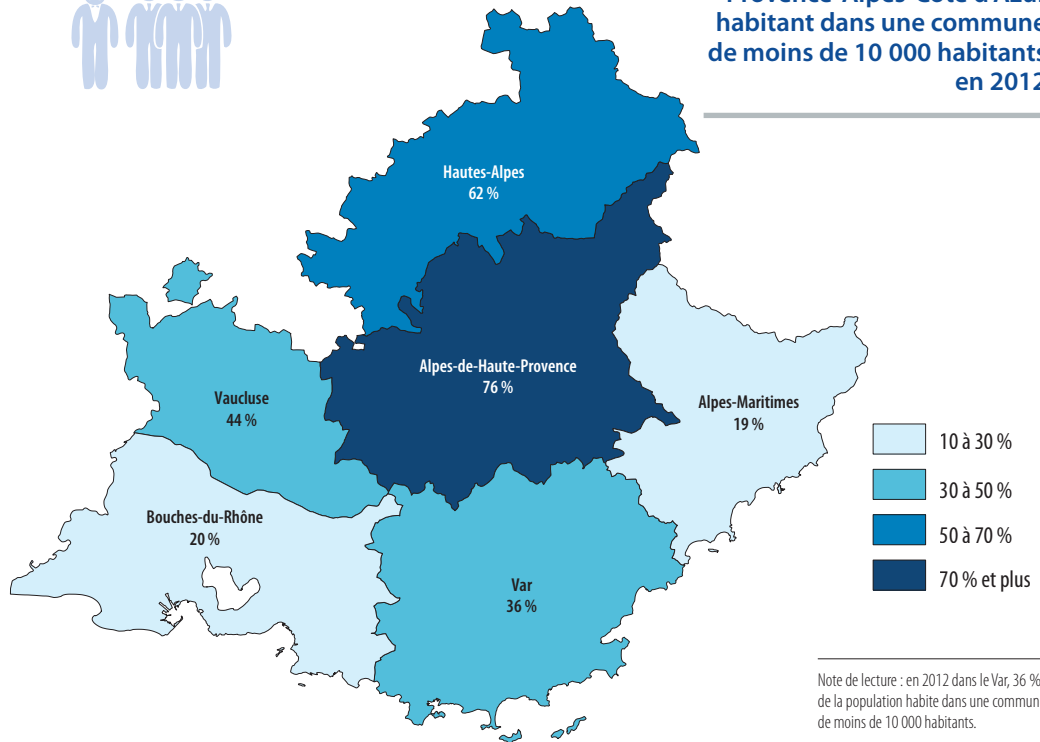


Note de lecture : en Provence-Alpes-Côte d'Azur, les effectifs de la fonction publique représentent 9,0 % de la population.

Source : Insee/DEPS, Ministère de la Culture et de la Communication, 2017



## Part de la population de Provence-Alpes-Côte d'Azur habitant dans une commune de moins de 10 000 habitants en 2012

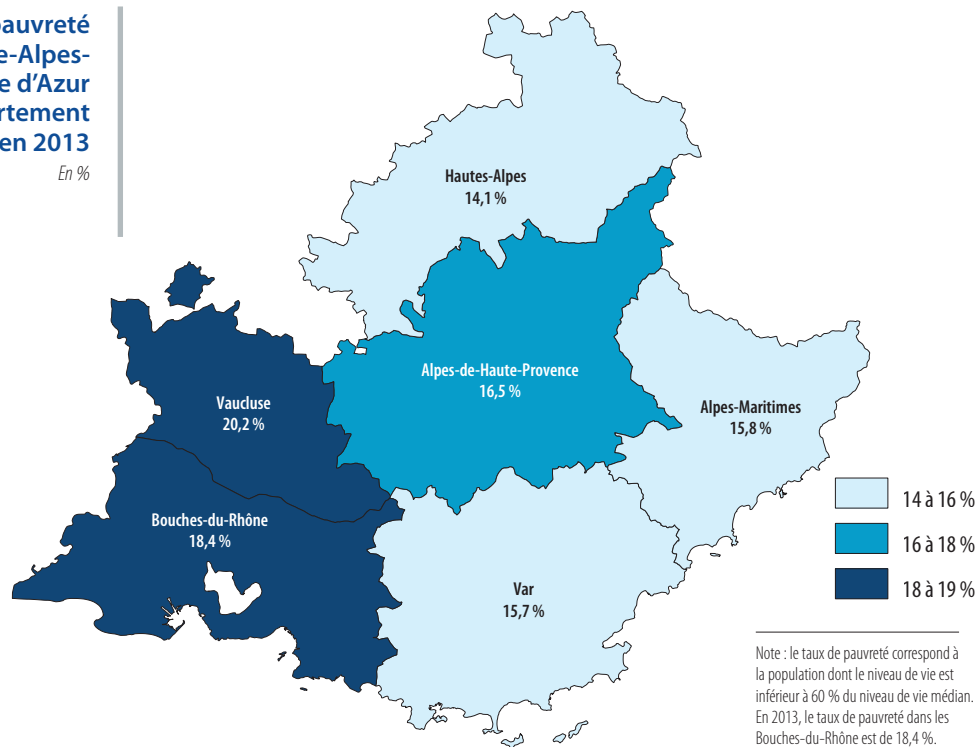


Note de lecture : en 2012 dans le Var, 36 % de la population habite dans une commune de moins de 10 000 habitants.

Source : Insee/DEPS, Ministère de la Culture et de la Communication, 2017

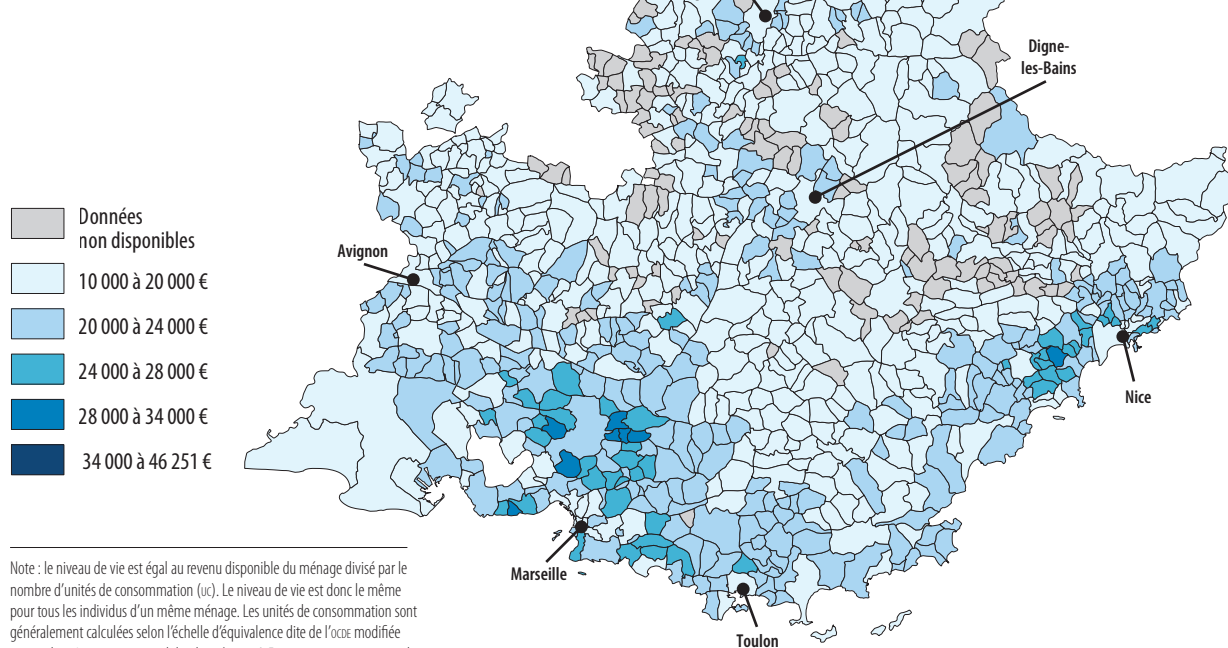
## Taux de pauvreté de Provence-Alpes-Côte d'Azur par département en 2013

En %



Source : Insee/bEPS, Ministère de la Culture et de la Communication, 2017

## Niveau de vie médian de Provence-Alpes-Côte d'Azur par commune en 2013



Note : le niveau de vie est égal au revenu disponible du ménage divisé par le nombre d'unités de consommation (uc). Le niveau de vie est donc le même pour tous les individus d'un même ménage. Les unités de consommation sont généralement calculées selon l'échelle d'équivalence dite de l'occe modifiée qui attribue 1 uc au premier adulte du ménage, 0,5 uc aux autres personnes de 14 ans ou plus et 0,3 uc aux enfants de moins de 14 ans.

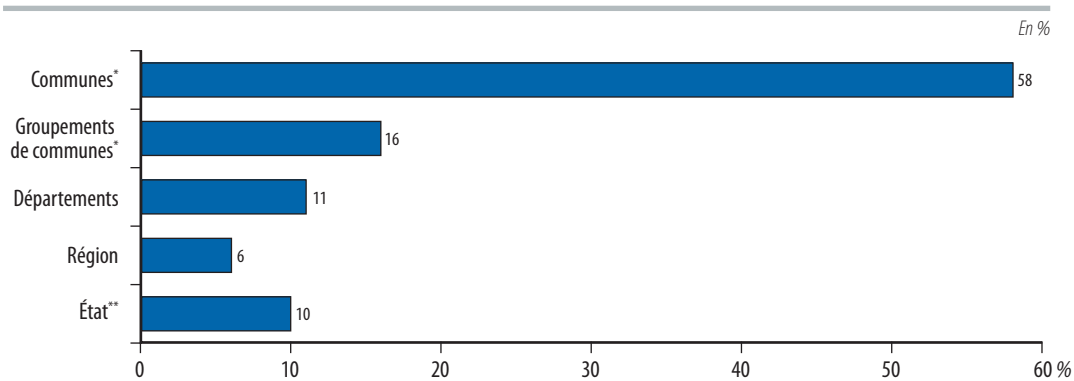
Source : Insee/bEPS, Ministère de la Culture et de la Communication, 2017





## ■ Dépenses

### Répartition de la dépense culturelle publique en Provence-Alpes-Côte d'Azur, 2014 et 2015



\* Communes de plus de 3 500 habitants ; groupements comptant au moins une commune de plus de 3 500 habitants.

\*\* Dépenses du ministère de la Culture et de la Communication, hors masse salariale de titre 2 et sociétés de l'audiovisuel, en 2015.

Note : données 2014 pour les collectivités territoriales, 2015 pour l'État.

Note de lecture : en Provence-Alpes-Côte d'Azur, 58 % de la dépense culturelle publique est portée par les communes.

Source : DABS/DEPS, Ministère de la Culture et de la Communication, 2017

### Dépenses culturelles des collectivités territoriales de Provence-Alpes-Côte d'Azur en 2014

En milliers d'euros, euros et %

	Région	Départements	Groupements de communes*	Communes*
<i>En milliers d'euros</i>				
Dépenses culturelles	59 018	108 197	168 218	643 786
<i>dont fonctionnement</i>	36 723	90 374	127 987	530 390
<i>dont investissement</i>	22 295	17 823	40 231	113 395
<i>En euros par habitant</i>				
Dépenses culturelles	11,9	21,8	56,3	133,1
<i>dont fonctionnement</i>	7,4	18,2	42,8	109,7
<i>dont investissement</i>	4,5	3,6	13,5	23,4
<i>En % du budget de la collectivité</i>				
Dépenses culturelles	2,8	1,8	7,6	8,5
<i>dont fonctionnement</i>	2,5	1,9	8,3	9,7
<i>dont investissement</i>	3,4	1,5	6,0	2,1

\* Communes de plus de 3 500 habitants ; groupements comptant au moins une commune de plus de 3 500 habitants.

Source : DEPS, Ministère de la Culture et de la Communication, 2017

## Dépenses du ministère de la Culture et de la Communication et de ses opérateurs\* en Provence-Alpes-Côte d'Azur en 2015

En milliers d'euros et en %

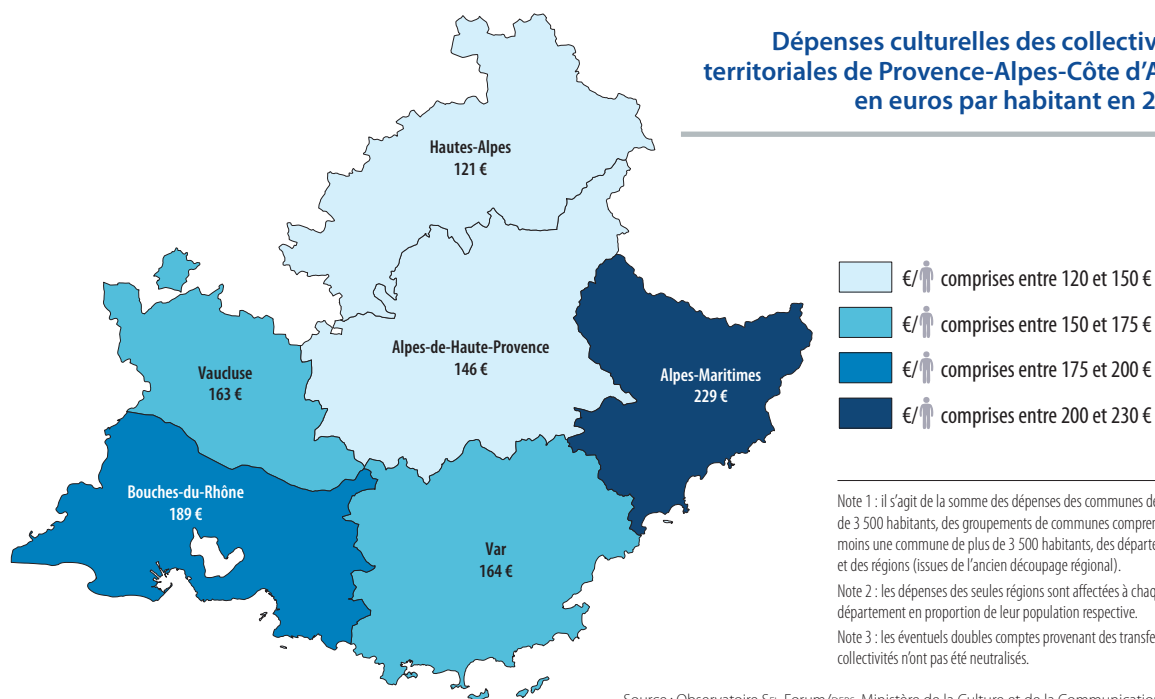
	Fonctionnement	Investissement	Total	
	(milliers d'euros)	(milliers d'euros)	(milliers d'euros)	(%)
Crédits déconcentrés	41 972	11 229	53 201	54
Crédits d'administration centrale	15 768	6 511	22 279	23
Crédits opérateurs et autres structures	22 554	756	23 310	24
<b>Total</b>	<b>80 294</b>	<b>18 496</b>	<b>98 790</b>	<b>100</b>
En € par habitant	16,2	3,7	19,9	
En € par habitant (France entière hors Corse et IDF)	10,9	4,1	15,0	

\* Hors masse salariale de titre 2 et sociétés de l'audiovisuel.

Note : dépenses exécutées 2015.

Source : DABS/DEFS, Ministère de la Culture et de la Communication, 2017

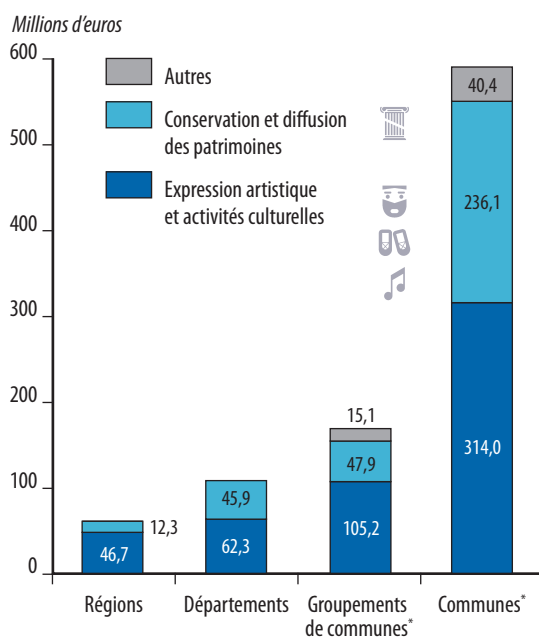
### Dépenses culturelles des collectivités territoriales de Provence-Alpes-Côte d'Azur en euros par habitant en 2014



Source : Observatoire SFL-Forum/DEFS, Ministère de la Culture et de la Communication, 2017

### Dépenses culturelles des collectivités territoriales en Provence-Alpes-Côte d'Azur par secteur d'intervention en 2014

En millions d'euros



\* Communes de plus de 3 500 habitants ; groupements comptant au moins une commune de plus de 3 500 habitants.

Note de lecture : en 2014, les communes de Provence-Alpes-Côte d'Azur ont dépensé près de 314 millions d'euros pour l'expression artistique et les activités culturelles.

Source : DEFS, Ministère de la Culture et de la Communication, 2017

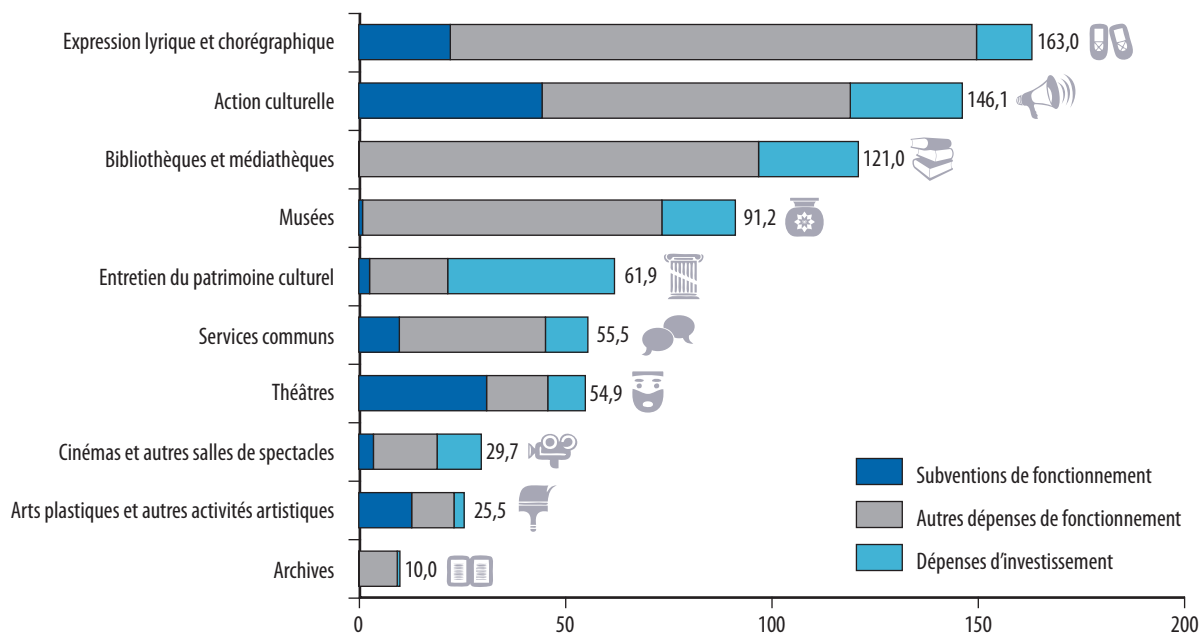






## Dépenses culturelles des communes et groupements de communes de Provence-Alpes-Côte d'Azur par secteur d'intervention en 2014

En millions d'euros



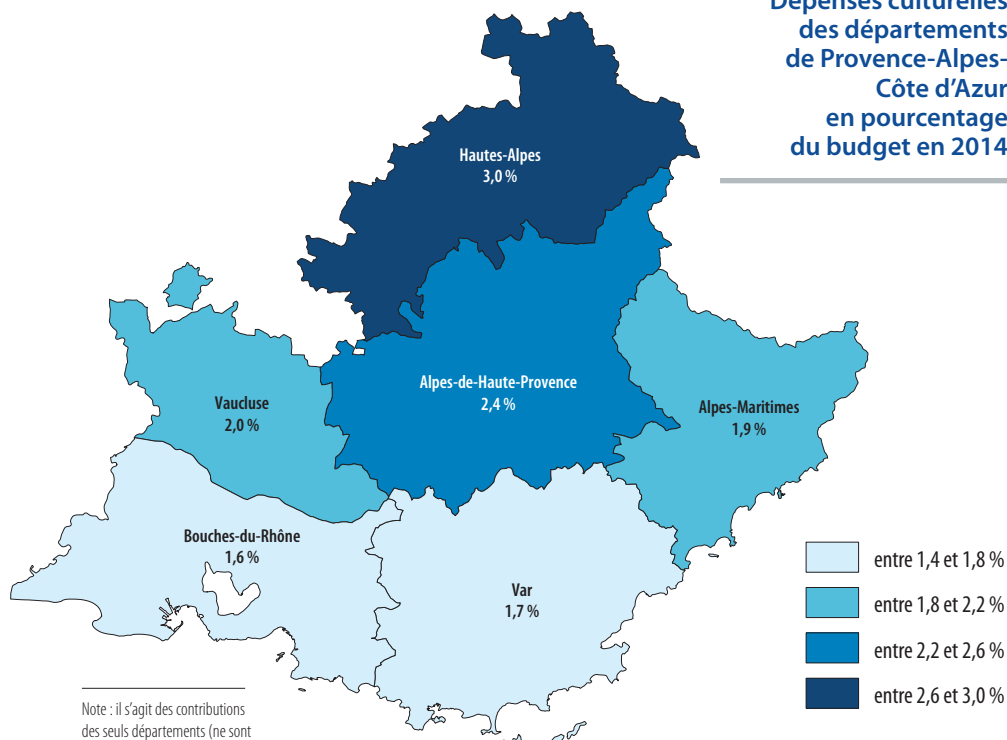
Note : communes de plus de 3 500 habitants et groupements comptant au moins une commune de plus de 3 500 habitants.

Note de lecture : en 2014, les dépenses pour l'action culturelle des communes et groupements de communes de Provence-Alpes-Côte d'Azur se répartissent pour 44 millions d'euros en subventions de fonctionnement, 74 millions d'euros en autres dépenses de fonctionnement et 27 millions d'euros en dépenses d'investissement.

Source : DEPS, Ministère de la Culture et de la Communication, 2017



## Dépenses culturelles des départements de Provence-Alpes-Côte d'Azur en pourcentage du budget en 2014



Note : il s'agit des contributions des seuls départements (ne sont pas représentées celles des régions, communes et Erc).

Source : Observatoire SFL-Forum/DEPS, Ministère de la Culture et de la Communication, 2017



## Équipements

### Principaux équipements culturels de Provence-Alpes-Côte d'Azur en 2014

Unités

	Provence- Alpes- Côte d'Azur	Alpes-de- Haute- Provence (04)	Hautes- Alpes (05)	Alpes- Maritimes (06)	Bouches- du- Rhône (13)	Var (83)	Vaucluse (84)
Lieux d'exposition <sup>1</sup>	101	6	1	34	29	15	16
Monuments historiques <sup>2</sup>	2 241	203	165	385	649	325	514
Lieux de lecture publique <sup>3</sup>	725	88	102	150	135	125	125
Théâtres et autres lieux de spectacles <sup>4</sup>	73	2	2	6	39	8	16
Lieux de création et de diffusion musicales et chorégraphiques <sup>5</sup>	18	0	0	2	8	3	5
Salles de cinéma <sup>6</sup>	470	24	34	99	158	95	60
Conservatoires de musique, danse et art dramatique <sup>7</sup>	33	1	2	7	10	6	7

Note : données 2 016 pour les lieux de lecture publique.

1. Musées de France ouverts au public, centres d'art contemporain et fonds régionaux d'art contemporain.

2. Monuments inscrits et classés.

3. Bibliothèques, médiathèques et points d'accès au livre.

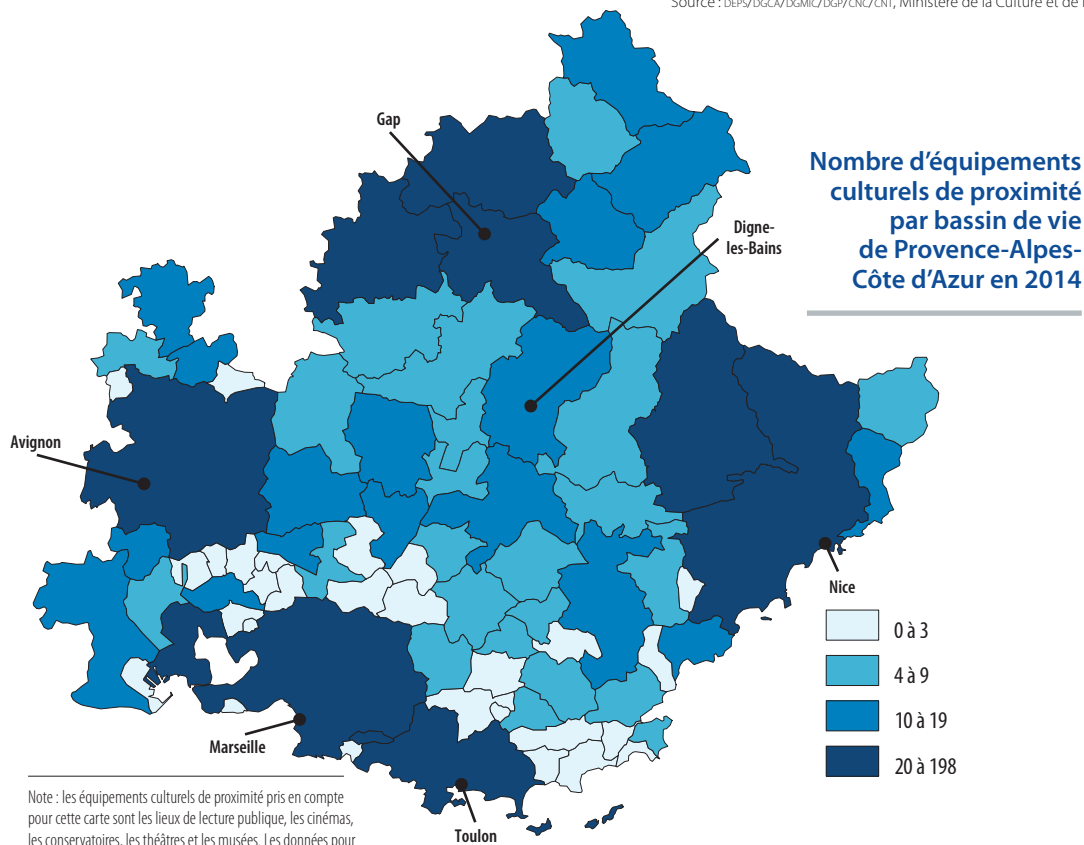
4. L'ensemble des théâtres regroupe les théâtres nationaux, les réseaux et labels du ministère de la Culture et de la Communication (centres dramatiques, scènes nationales, scènes conventionnées), les théâtres municipaux ainsi que les théâtres privés.

5. Théâtres lyriques, zénith, scènes de musiques actuelles, centres nationaux de création musicale, centres chorégraphiques nationaux et centres de développement chorégraphique.

6. Nombre d'écrans.

7. Conservatoires à rayonnement régional, départemental, communal et intercommunal.

Source : DEPS/DGCA/DGMI/DGP/CNC/CNT, Ministère de la Culture et de la Communication, 2017

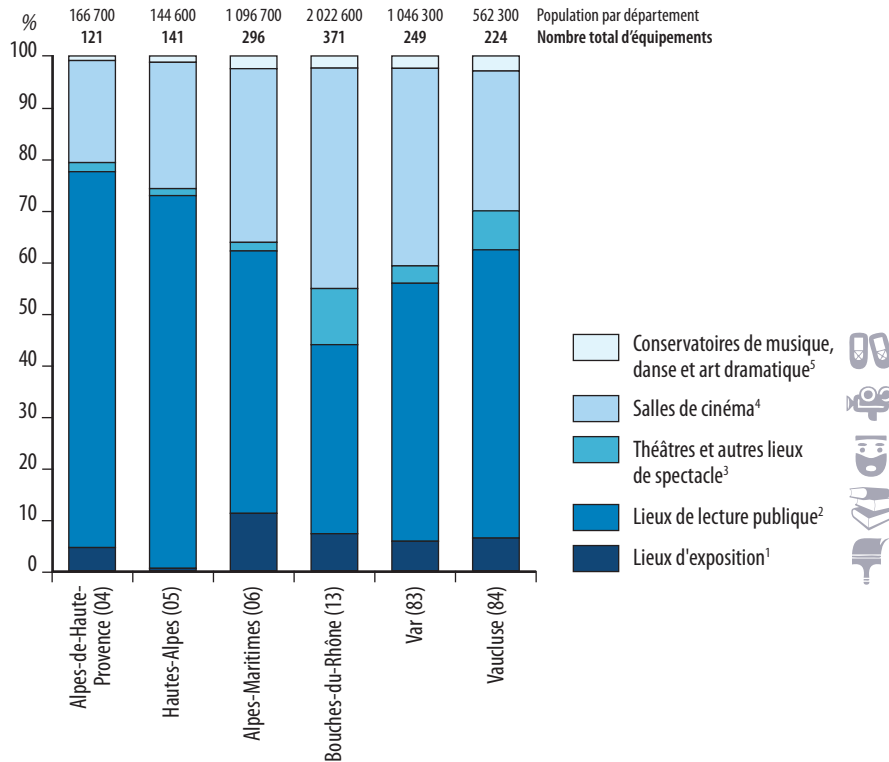


Source : Insee/DEPS, Ministère de la Culture et de la Communication, 2017



## Répartition des équipements culturels par département en Provence-Alpes-Côte d'Azur en 2014

En %



Note 1 : ce graphique ne prend pas en compte les monuments historiques et lieux de création et de diffusion musicales et chorégraphiques.

Note 2 : données 2016 pour les lieux de lecture publique.

Note de lecture : les lieux d'exposition représentent 5 % des équipements culturels des Alpes-de-Haute-Provence, les lieux de lecture publique 73 %.

1. Musées de France ouverts au public, centres d'art contemporain et fonds régionaux d'art contemporain.

2. Bibliothèques, médiathèques et points d'accès au livre.

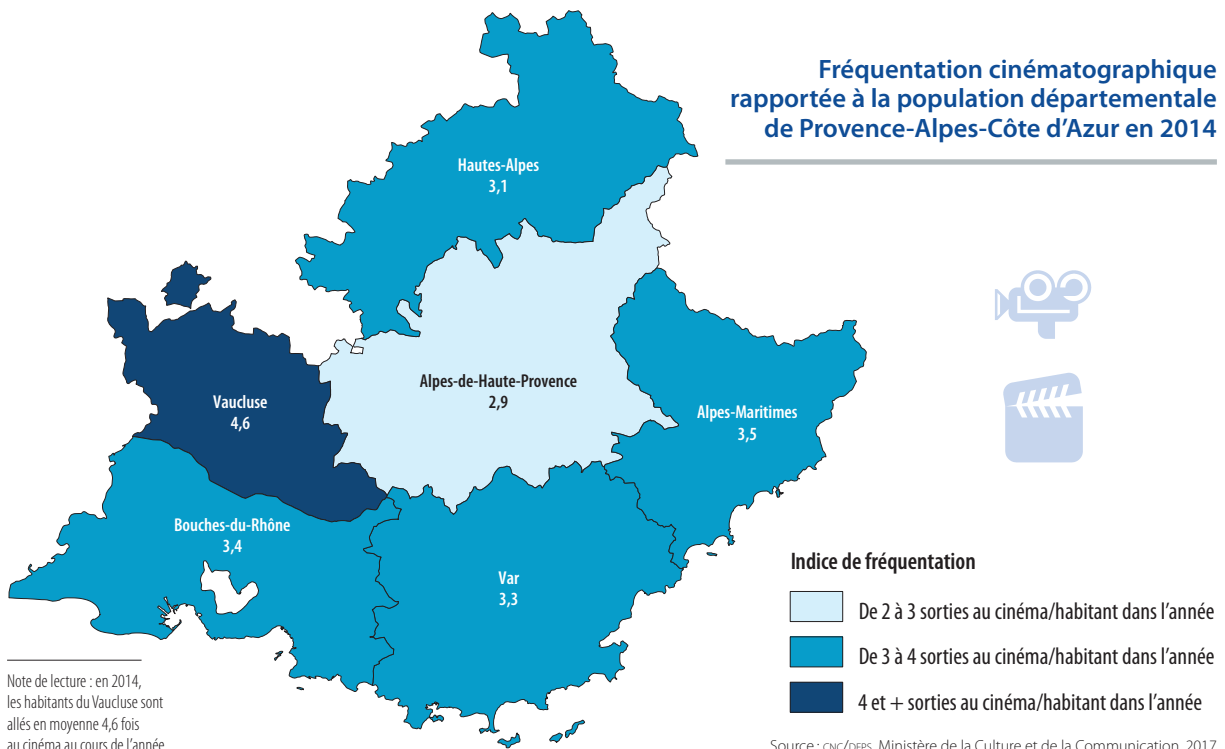
3. L'ensemble des théâtres regroupe les théâtres nationaux, les réseaux et labels du ministère de la Culture et de la Communication (centres dramatiques, scènes nationales, scènes conventionnées), les théâtres municipaux ainsi que les théâtres privés.

4. Nombre d'écrans.

5. Conservatoires à rayonnement régional, départemental, communal et intercommunal.

Source : DGP/DGCA/DGMI/CNT/CNC/DEPS, Ministère de la Culture et de la Communication, 2017

## Fréquentation cinématographique rapportée à la population départementale de Provence-Alpes-Côte d'Azur en 2014

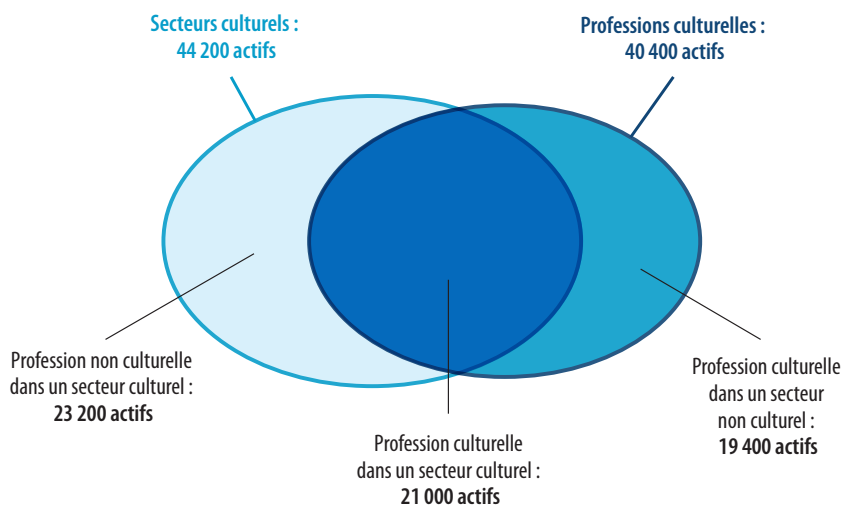


Note de lecture : en 2014, les habitants du Vaucluse sont allés en moyenne 4,6 fois au cinéma au cours de l'année.

Source : CNC/DEPS, Ministère de la Culture et de la Communication, 2017

## ■ Emploi

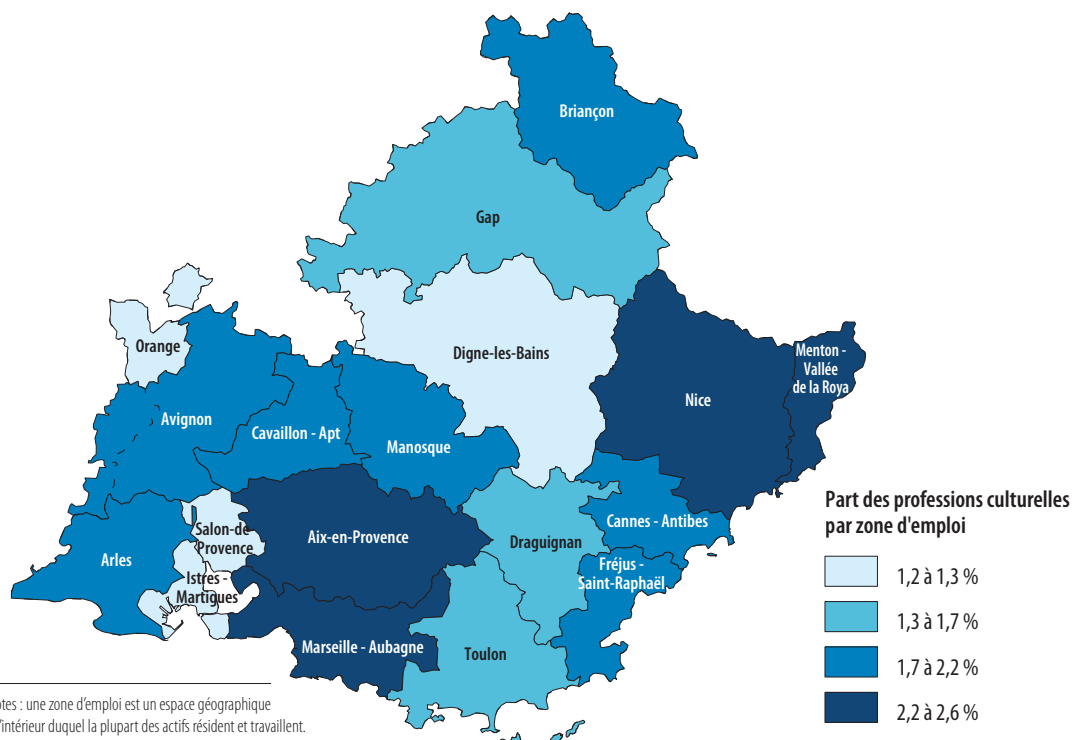
### L'emploi culturel : secteurs culturels et professions culturelles de Provence- Alpes-Côte d'Azur en 2012



Champ : actifs ayant un emploi, région Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Source : Recensement 2012, Insee/bEPS, Ministère de la Culture et de la Communication, 2017

### Part des professions culturelles dans l'emploi en Provence-Alpes-Côte d'Azur en 2012



Notes : une zone d'emploi est un espace géographique à l'intérieur duquel la plupart des actifs résident et travaillent. La zone d'emploi d'Avignon s'étend sur l'Occitanie.

Note de lecture : les professions culturelles représentent 2,6 % de l'emploi dans la zone d'emploi de Nice.

Source : Recensement 2012, Insee/bEPS, Ministère de la Culture et de la Communication, 2017





## Effectifs des professions culturelles de Provence-Alpes-Côte d'Azur en 2012

Unités et %

	Provence-Alpes-Côte d'Azur		France entière
	Effectifs	Part (%)	Part (%)
<b>Professionnels des arts visuels et des métiers d'art</b>			
Professionnels des arts visuels	10 897	27,0	25,8
Métiers d'art	1 917	4,7	4,0
<b>Professions du spectacle</b>			
Artistes des spectacles	5 732	14,2	12,9
Cadres artistiques, de programmation et de production des spectacles	3 786	9,4	10,8
Techniciens des spectacles	4 064	10,1	9,8
<b>Professions littéraires</b>			
Journalistes et cadres de l'édition	3 083	7,6	10,2
Auteurs littéraires	645	1,6	1,9
Traducteurs	1 122	2,8	2,8
<b>Cadres et techniciens de l'archivage, de la conservation et de la documentation</b>			
Architectes	4 349	10,8	9,2
Professeurs d'art	3 571	8,8	8,4
<b>Ensemble des professions culturelles</b>	<b>40 427</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>
<i>Part des professions culturelles dans l'emploi total</i>	-	2,1	2,2

Champ : actifs ayant un emploi, région Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Source : Recensement 2012, Insee/DEPS, Ministère de la Culture et de la Communication, 2017



## Part de diplômés du supérieur et salaire médian net annuel selon les professions culturelles en Provence-Alpes-Côte d'Azur en 2012

% et €

	Part de diplômés (bac + 3 ou plus)	Salaire moyen net (€)	Salaire médian net (€)
<b>Professionnels des arts visuels et des métiers d'art</b>			
Professionnels des arts visuels	22,3	19 261	18 991
Métiers d'art	6,4	17 171	16 900
<b>Professions du spectacle</b>			
Artistes des spectacles	23,3	11 642	4 060
Cadres artistiques, de programmation et de production des spectacles	43,2	28 427	26 656
Techniciens des spectacles	20,9	13 962	11 477
<b>Professions littéraires</b>			
Journalistes et cadres de l'édition	48,6	28 147	26 208
Auteurs littéraires	27,4	19 161	11 548
Traducteurs	60,1	13 956	13 515
<b>Cadres et techniciens de l'archivage, de la conservation et de la documentation</b>			
Architectes	84,7	33 161	30 968
Professeurs d'arts	43,3	16 666	12 766
<b>Ensemble des professions culturelles</b>	<b>35,1</b>	<b>20 974</b>	<b>19 749</b>

Champ : ensemble des salariés ayant occupé une profession culturelle présents dans les OAS au 31/12/2012, région Provence-Alpes-Côte d'Azur. La catégorie de profession correspond à celle de l'emploi le plus rémunérateur et au salaire qui lui est associé.

Note de lecture : les professionnels des arts visuels salariés sont 22,3 % à disposer d'un diplôme de niveau bac + 3 ou supérieur. Ils perçoivent un salaire annuel net moyen de 19 261 euros.

Source : Recensement 2012 et DADS 2012, Insee / DEPS, Ministère de la Culture et de la Communication, 2017



## Effectifs des secteurs culturels de Provence-Alpes-Côte d'Azur en 2012

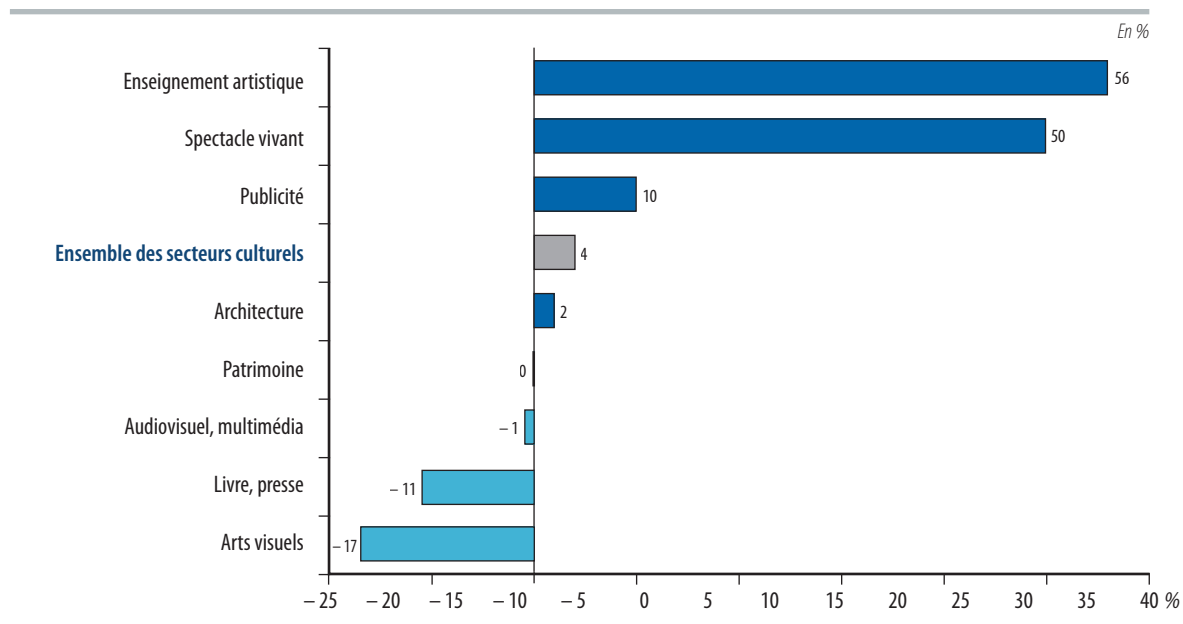
Unités et %

	Provence-Alpes-Côte d'Azur		France entière
	Effectifs	Part (%)	Part (%)
<b>Livre et presse</b>			
Presse	6 954	15,7	15,7
Livre	2 839	6,4	6,9
<b>Arts visuels</b>			
Arts plastiques et autre création artistique	3 304	7,5	5,5
Photographie	1 658	3,8	3,1
Design	1 337	3,0	2,4
<b>Audiovisuel, multimédia</b>			
Diffusion audiovisuelle	1 081	2,4	2,0
Édition audiovisuelle	1 259	2,8	4,9
Industrie du film, du phonogramme et du jeu électronique	1 828	4,1	8,6
<b>Spectacle vivant</b>	<b>9 697</b>	<b>21,9</b>	<b>17,8</b>
<b>Publicité</b>	<b>5 500</b>	<b>12,4</b>	<b>13,3</b>
<b>Architecture</b>	<b>5 388</b>	<b>12,2</b>	<b>10,2</b>
<b>Patrimoine</b>	<b>1 989</b>	<b>4,5</b>	<b>7,1</b>
<b>Enseignement artistique</b>	<b>1 365</b>	<b>3,1</b>	<b>2,7</b>
<b>Ensemble des secteurs culturels</b>	<b>44 198</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>
<i>Part des secteurs culturels dans l'emploi total</i>	-	2,3	2,6

Champ : actifs ayant un emploi, région Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Source : Recensement 2012, Insee/DEPS, Ministère de la Culture et de la Communication, 2017

## Évolution des secteurs culturels de Provence-Alpes-Côte d'Azur entre 2007 et 2012



Champ : actifs ayant un emploi, région Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Note de lecture : entre 2007 et 2012, l'ensemble de l'emploi dans les secteurs culturels a augmenté de 4 %.

Source : Recensements 2007 et 2012, Insee/DEPS, Ministère de la Culture et de la Communication, 2017

## ■ Entreprises

### Poids des entreprises culturelles de Provence-Alpes-Côte d'Azur dans le secteur marchand en 2014

Unités, millions d'euros et %

Entreprises culturelles	Provence-Alpes-Côte d'Azur	France entière
Nombre d'établissements	33 084	391 384
Valeur ajoutée (millions d'euros)	1 082,4	26 417
Excédent brut d'exploitation (millions d'euros)	280,8	7 580
Chiffre d'affaires (millions d'euros)	2 475,7	67 486
Nombre de salariés en ETP	12 117	245 072
<b>En part de l'ensemble des secteurs marchands (%)</b>		
Nombre d'établissements	8,6	10,1
Valeur ajoutée	2,7	4,3
Excédent brut d'exploitation	3,0	4,9
Chiffre d'affaires	1,7	3,0
Nombre de salariés en ETP	2,2	3,1

Champ : entreprises mono- et quasi-régionales des secteurs marchands principalement implantées dans la région.

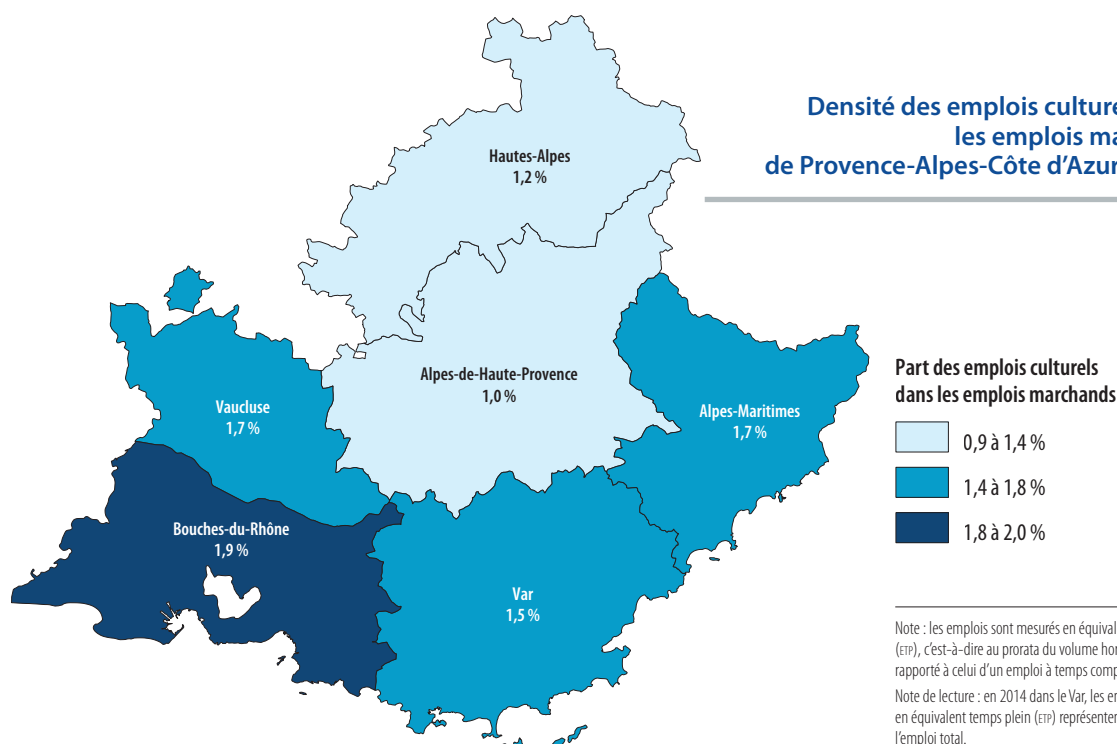
Note de lecture : les entreprises culturelles de Provence-Alpes-Côte d'Azur réalisent 2,7 % de la valeur ajoutée des entreprises marchandes de la région.

Source : Insee, FARE et Clap 2014/bEPS, Ministère de la Culture et de la Communication, 2017



222

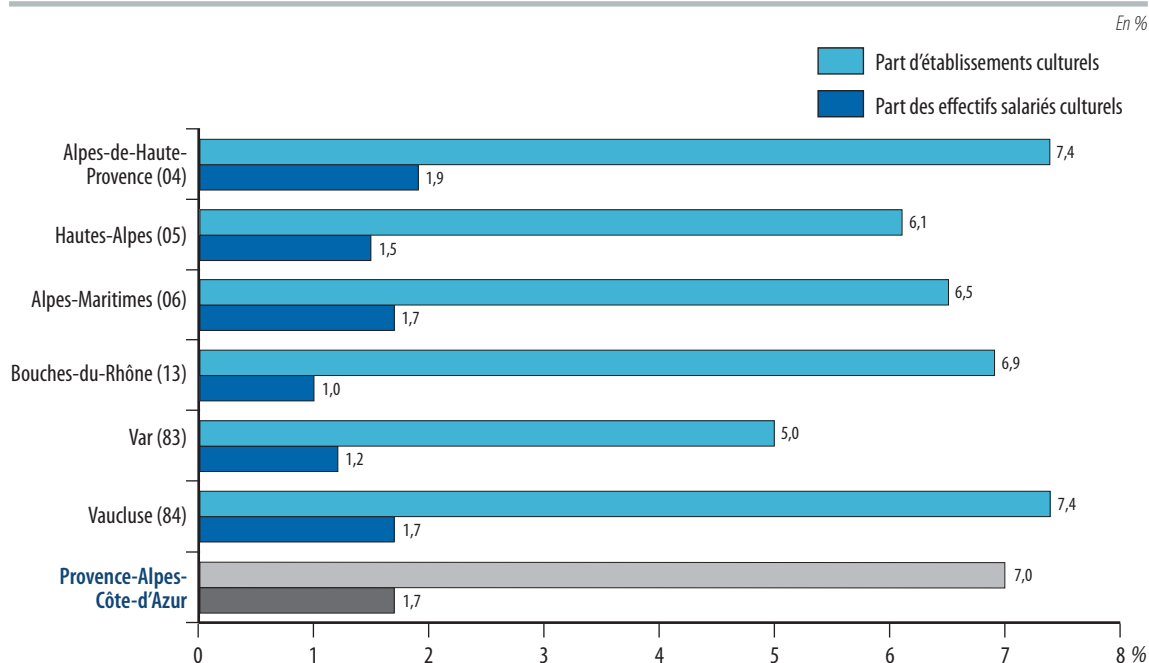
### Densité des emplois culturels parmi les emplois marchands de Provence-Alpes-Côte d'Azur en 2014



Source : Insee-FARE 2014, parmi les établissements actifs/bEPS, Ministère de la Culture et de la Communication, 2017



### Part des entreprises culturelles par département de Provence-Alpes-Côte d'Azur en 2014



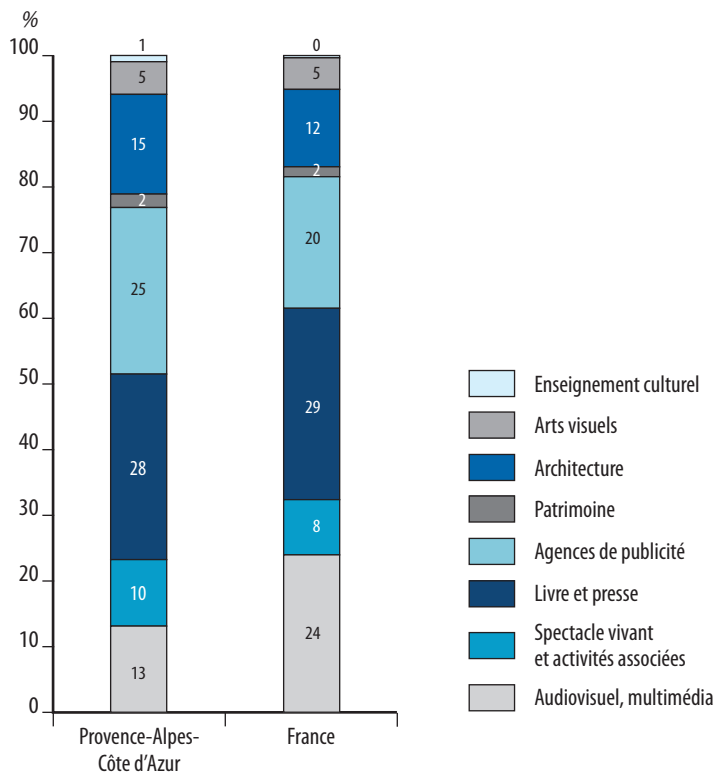
Champ : entreprises des secteurs marchands. Seuls les établissements culturels sont pris en compte, ce qui explique l'écart avec le tableau précédent.

Note de lecture : dans le Var, en 2014, les établissements culturels représentent 5,0 % du total des établissements marchands et les effectifs salariés culturels 1,2 % de l'emploi salarié total.

Source : Insee, FARE et Clap 2014/DEPS, Ministère de la Culture et de la Communication, 2017

### Effectifs salariés par domaine culturel de Provence-Alpes-Côte d'Azur en 2014

En %



Champ : entreprises des secteurs marchands.

Note : les emplois sont mesurés en équivalent temps plein (ETP), c'est-à-dire au prorata du volume horaire de travail rapporté à celui d'un emploi à temps complet.

Note de lecture : en 2014, en Provence-Alpes-Côte d'Azur, le livre et la presse représentent 28 % de l'emploi culturel marchand.

Source : Insee, FARE et Clap 2014/DEPS, Ministère de la Culture et de la Communication, 2017



# Sources et définitions

## Données de cadrage

**Une aire urbaine** est un ensemble de communes, d'un seul tenant et sans enclave, constitué par un pôle urbain de plus de 10 000 emplois et par des communes rurales ou unités urbaines dont au moins 40 % de la population résidente ayant un emploi travaille dans le pôle ou dans des communes attirées par celui-ci. Le découpage du territoire français en aires urbaines a été réalisé par l'Insee en 2010.

**Les estimations de population** sont réalisées par l'Insee à partir du recensement de la population. Le solde naturel représente la différence entre le nombre de naissances et le nombre de décès. Le solde migratoire représente la différence entre les entrées et les sorties du territoire.

**Les effectifs scolaires et universitaires** sont mesurés respectivement par les ministères chargés de l'Éducation nationale et de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.

**La population étrangère et immigrée** est connue à partir du recensement de la population.

**Le produit intérieur brut (PIB)**, est un agrégat représentant le résultat final de l'activité de production des unités productrices résidentes d'un pays, il est calculé par l'Insee.

**La population active** regroupe la population en emploi et les chômeurs ; elle est mesurée par l'enquête Emploi de l'Insee.

**La fréquentation touristique** est mesurée à partir de l'enquête de fréquentation dans les hébergements collectifs touristiques (hôtels, campings...) qui est réalisée par l'Insee ; elle permet de connaître le nombre de nuitées passées dans les hôtels, ainsi que la ventilation entre touristes français et étrangers.

**La répartition de la population selon la catégorie socioprofessionnelle** est mesurée à partir du recensement de la population réalisé par l'Insee.

**Les effectifs de la fonction publique par départements** sont mesurés à l'aide du système d'information sur les agents des services publics (SIASP), constitué à l'aide de plusieurs sources administratives.

**La part de la population habitant dans une commune de moins de 10 000 habitants** est mesurée à partir du recensement de la population réalisé par l'Insee.

**Le taux de pauvreté** est mesuré à partir de l'enquête Revenus fiscaux et sociaux, réalisée par l'Insee à partir de l'enquête Emploi et de fichiers provenant de la direction générale des Finances publiques (DGFiP), de la caisse nationale des allocations familiales (Cnaf), de la caisse nationale de l'assurance vieillesse (Cnav) et de la caisse centrale de la mutualité sociale agricole (CCMSA).

**Le niveau de vie médian par commune** est mesuré par le dispositif de Fichier localisé social et fiscal (FiLoSoFi), géré par l'Insee. Celui-ci met en relation des données fiscales exhaustives de la DGFiP avec celles de la Cnaf, de la Cnav et de la CCMSA.

## Dépenses culturelles publiques

**Les dépenses culturelles des collectivités territoriales** (régions, départements, établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre, communes) étaient, jusqu'à l'exercice 2010, estimées tous les quatre ans par une enquête auprès des collectivités qui venait compléter la saisie de leurs comptes administratifs. La possibilité de collecter directement les comptes de gestion des collectivités de manière dématérialisée *via* le ministère des Finances (DGFiP) a permis d'envisager une évolution de ce dispositif. La nouvelle enquête lancée fin 2015, et qui porte sur les dépenses réalisées en 2014, permet d'étendre le champ de l'opération aux communes de plus de 3 500 habitants et aux établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) comportant au moins une commune de plus de 3 500 habitants (contre antérieurement les communes de plus de 10 000 habitants et les EPCI comportant au moins une commune de plus de 10 000 habitants).

L'objectif de cette enquête est de déterminer le montant total des dépenses culturelles locales, de fonctionnement et d'investissement, en valeur absolue et en part du budget général, par type de collectivité, et de connaître les domaines culturels concernés (ou « fonctions ») ainsi que les évolutions. Un montant de dépenses culturelles « sans doubles comptes » est calculé au niveau national pour chaque niveau de collectivités, en neutralisant les subventions et les remboursements entre collectivités portant sur la culture : il en ressort que les doubles comptes entre collectivités représentent 4 % des dépenses culturelles consolidées, ce pourcentage s'élevant à 13 % pour les seules dépenses d'investissement. Cette neutralisation n'étant pas réalisable au niveau régional, les niveaux de dépenses régionalisées (et départementalisées) présentés dans cet atlas ne sont pas défalqués des subventions entre collectivités.

**Les dépenses culturelles régionalisées de l'État** sur l'exercice 2015 ont été établies par le département des affaires budgétaires et de la synthèse (secrétariat général, ministère de la Culture et de la Communication), à partir d'une extraction du logiciel Chorus, en se fondant autant que faire se peut sur la méthode détaillée dans le rapport de l'inspection générale des affaires culturelles qui a établi une telle répartition sur les crédits de l'année 2013 (<http://www.culturecommunication.gouv.fr/Ressources/Rapports/Analyse-des-interventions-financieres-et-des-politiques-culturelles-en-region-Phase-1>). Le périmètre des dépenses est celui des crédits budgétaires exécutés (de l'administration centrale, déconcentrée et des opérateurs) des programmes 131 (« Création »), 175 (« Patrimoines »), 180 (« Presse »), 186 (« Recherche culturelle et culture scientifique »), 224 (« Transmission des savoirs et démocratisation de la culture »), 313 (« Contribution à l'audiovisuel et à la diversité radiophonique ») et 334 (« Livre et industries culturelles »), hors taxes affectées, hors dépenses fiscales, hors budgets annexes de l'État. Ce travail sera amené à être renouvelé annuellement, en y ajoutant la ventilation régionale des crédits budgétaires consacrés à la rémunération des personnels, regroupés sous la dénomination T2, disponible uniquement globalement pour l'exercice 2015 (et chiffrés à 662 M€).

**Les dépenses de fonctionnement** correspondent aux dépenses nécessaires au fonctionnement des services de la collectivité territoriale, c'est-à-dire les dépenses qui reviennent régulièrement chaque année. Il s'agit principalement des postes suivants : charges de personnel, achats de fournitures et autres charges de gestion courante (fluides,...), prestations de services (charges de publicité, de publication,

missions et réceptions, transport de biens et de personnes...), participations aux charges d'organismes extérieurs (aide sociale, syndicats intercommunaux...), charges financières (intérêts des emprunts, frais financiers...), dotations aux amortissements et aux provisions, indemnités des élus. Certaines dépenses de fonctionnement peuvent aussi être exceptionnelles : intérêts moratoires, amendes fiscales, subventions aux services publics industriels et commerciaux (Spic) notamment.

**Les dépenses d'investissement** comprennent essentiellement des opérations qui se traduisent par une modification de la consistance ou de la valeur du patrimoine de la collectivité territoriale : achats de matériels durables, construction ou aménagement de bâtiments, travaux d'infrastructure, et acquisition de titres de participation ou autres titres immobilisés.

Elles comprennent également le montant du remboursement en capital des emprunts et diverses dépenses ayant pour effet de réduire les fonds propres (reprises ou reversements, moins-value...). Sont des dépenses d'investissement, les acquisitions de biens meubles considérés comme des immobilisations par nature, dans la mesure où ils remplissent des conditions de durabilité et de consistance. À ce titre, une liste de ces biens a été publiée dans une circulaire. Les biens ne figurant pas dans cette liste ou ne pouvant y être assimilés, mais ayant un caractère de durabilité et de consistance suffisant, peuvent être imputés en section d'investissement par une délibération spécifique de l'assemblée délibérante lorsqu'il s'agit de biens dont la valeur unitaire est inférieure à 500 €.

## Équipements culturels

Les données sur **les lieux d'exposition** sont collectées au sein du ministère de la Culture et de la Communication par la direction générale des patrimoines (DGP) pour les musées, et par la direction générale de la création artistique (DGCA) pour les centres d'art contemporain et les fonds régionaux d'art contemporain.

Les données sur **les monuments historiques** sont collectées par la DGP au sein de l'application Agrégée, outil de mise en réseau des services régionaux, départementaux et centraux pour la gestion des monuments historiques.

**Les lieux de lecture publique** sont recensés par l'Observatoire de la lecture publique, situé au sein de la direction générale des médias et industries culturelles (DGMIC). Une enquête annuelle est adressée à l'ensemble des bibliothèques municipales, et par l'intermédiaire des bibliothèques départementales de prêt. Les données présentées dans cet atlas sont les données provisoires pour l'année 2016, en particulier le nombre de lieux de lecture publique peut-être sous-estimé pour les départements qui ne sont pas partenaires de l'Observatoire de la lecture publique.

**Les théâtres** étaient recensés par le centre national du théâtre, qui a récemment fusionné avec le centre de ressources Hors les Murs pour former Artcena, centre national des arts du cirque, de la rue et du théâtre.

**Les lieux de création et de diffusion musicales et chorégraphiques** sont recensés par la DGCA.

Toutes les données de France métropolitaine sur **le cinéma** proviennent du centre national du cinéma et de l'image animé, qui collecte la taxe spéciale additionnelle (TSA) prélevée sur le prix des billets de cinéma.

**Les conservatoires de musique, de danse et d'art dramatique** sont recensés par la DGCA.

## Emploi culturel

Les statistiques sur les effectifs de l'emploi culturel présentées ici s'appuient sur le recensement de la population de l'Insee. Les caractéristiques d'emploi (nature de la profession exercée, statut d'emploi) sont issues d'un questionnaire auto-administré et sont par conséquent moins contrôlées que dans l'enquête Emploi. Cependant, le recensement de la population a pour objectif le dénombrement des logements et de la population résidant en France et est représentatif au niveau communal. Ainsi, il est préféré pour disposer de statistiques sur l'emploi culturel au niveau régional. Les communes de moins de 10 000 habitants sont enquêtées une fois tous les cinq ans et ce de façon exhaustive. Dans les communes de 10 000 habitants ou plus, 8 % de la population est recensée chaque année par tirage au sort, les échantillons d'adresses étant tirés de manière telle que la totalité du territoire de ces communes soit prise en compte en cinq ans. Le recensement de la population couvre la France entière.

## Entreprises culturelles

Les données sur les entreprises culturelles proviennent des dispositifs Fare (Fichier approché des résultats Esane) et Clap (Connaissance locale de l'appareil productif) de l'Insee.

### La source Fare :

Le fichier Fare est le fichier des données individuelles comptables des entreprises. Il constitue une approximation du dispositif Esane (Élaboration des statistiques annuelles d'entreprise) de l'Insee. Esane fournit des statistiques structurelles d'entreprises pour le secteur marchand (y compris auto-entrepreneurs), excepté l'agriculture et les secteurs financier et d'assurance. Depuis 2009, Esane s'appuie sur l'exploitation de deux sources administratives, complétée par l'ESA (Enquête sectorielle annuelle). L'utilisation de sources administratives permet un allègement de la charge de réponse pour les entreprises interrogées et contribue à une diffusion plus rapide des résultats. L'Insee utilise les fichiers de déclarations annuelles sur les bénéficiés (bénéficiés industriels et commerciaux BIC, bénéficiés non commerciaux BNC, bénéficiés agricoles BA) pour les données comptables et les DADS (déclarations annuelles de données sociales) pour les données sur les effectifs et les rémunérations. L'enquête ESA porte sur les secteurs du commerce, des services, des industries agroalimentaires, des exploitations forestières et des scieries, des transports et de la construction dans la France entière. Chaque année, un échantillon d'entreprises est enquêté afin de répondre à un questionnaire portant sur les principales caractéristiques sociales et fiscales (déclarations de bénéficiés des entreprises au fisc). La valeur ajoutée commentée dans cet atlas est celle des statistiques d'entreprises. En particulier, elle est mesurée en secteurs plutôt qu'en branches et elle se limite au champ marchand (ce qui exclut une grande partie du spectacle vivant et du patrimoine). L'approche statistique utilisée repose sur la nomenclature d'activités française (Naf 2008 rév. 2) dans laquelle les entreprises sont classées par secteur d'activité selon leur code d'activité principale exercée (APE).

### La source Clap :

Depuis 2003, le dispositif Clap fournit des statistiques sur le tissu économique local. La source Clap couvre l'ensemble des activités de l'économie marchande et non marchande. Clap permet l'analyse économique localisée du facteur travail (nombre de postes de travail au 31 décembre) pour les entreprises et les établissements qui ont eu au moins un jour d'activité économique dans l'année. Ce dispositif produit des statistiques localisées au lieu de travail jusqu'au niveau communal, sur l'emploi salarié et les rémunérations pour les différentes activités dans la France entière. L'emploi salarié est évalué en équivalent temps plein. Les rémunérations correspondent aux rémunérations brutes, constituées des salaires et des primes des salariés. Les non-salariés (artisans, professions libérales, etc.) ne sont pas comptabilisés. Plusieurs sources alimentent le dispositif Clap : le répertoire des entreprises et des établissements (REE-Sirene), les déclarations annuelles de données sociales (DADS), les bordereaux récapitulatifs de cotisations de l'Urssaf (système d'information Epure), le système d'information sur les agents de l'État (Siasp) et les données de la mutualité sociale agricole (MSA).

Avec cet opus, premier né d'une collection appelée à se prolonger par des réactualisations annuelles, sont réunies dans un même ouvrage un vaste ensemble de données nationales, exploitables à divers échelons territoriaux : régional, départemental et jusqu'au niveau communal lorsque les données le permettent. Ces informations, d'une grande richesse et croisant de nombreuses sources, ont été pensées pour être directement accessibles à un large public. Un grand nombre de cartes et graphiques, révèlent au premier coup d'œil les principaux enseignements.

À la suite de la réforme territoriale mise en œuvre au 1<sup>er</sup> janvier 2016, la question de l'équilibre entre les régions est plus que jamais présente et il était important de se doter des moyens de les comparer. Le présent *Atlas*, qui mobilise des sources statistiques fiables et pérennes y contribue.

Le chapitre inaugural qui présente des données à l'échelle nationale, met en lumière les points communs et les différences régionales et sa lecture permet de mesurer la répartition territoriale des ressources culturelles. Les chapitres suivants sont consacrés aux treize nouvelles régions et aux départements et territoires d'outre-mer.

Dépenses de l'État et des collectivités territoriales pour la culture, entreprises culturelles, emploi et professions, équipements culturels... les données sont déclinées pour chaque région et apportent ainsi des points de repère et de comparaison indispensables à la construction de politiques publiques pour la culture.



Ministère de la Culture  
et de la Communication  
Secrétariat général  
Département des études,  
de la prospective  
et des statistiques



ISBN : 978-2-11-13693-5